

Revenus des ménages

En 2008, le pouvoir d'achat du revenu de l'ensemble des ménages ralentirait nettement (+0,9 % après +3,3 % en 2007) : il pâtirait de la forte hausse de l'inflation (+3,1 % après +2,0 %), et de la décélération du revenu disponible brut des ménages (+4,1 % après +5,4 % en 2007). Par unité de consommation, le pouvoir d'achat stagnerait (+0,0 % après +2,4 % en 2007).

Deux facteurs expliquent l'essentiel de la décélération du revenu disponible brut en 2008 : le net ralentissement des revenus d'activité au second semestre et l'accélération des impôts versés par les ménages après une baisse

exceptionnelle en 2007 des taux de prélèvements obligatoires. Les autres composantes du revenu (loyers, revenus de la propriété) progresseraient également moins en 2008, mais la croissance des prestations sociales se maintiendrait.

Décélération des revenus d'activité en 2008

En 2008, les revenus d'activité ralentiraient avec l'activité (+4,0 % après +4,6 % en 2007 ; cf. tableau 1) : l'excédent brut d'exploitation (EBE) des

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2006		2007		2008		2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	2,3	2,9	2,5	2,8	2,0	1,3	4,8	5,4	4,1
dont :									
Revenus d'activité (70 %)	2,0	2,1	2,5	2,0	2,1	1,7	4,0	4,6	4,0
Salaires bruts (60 %)	1,9	2,1	2,5	1,9	2,2	1,8	3,9	4,5	4,1
EBE des entrepreneurs individuels (10 %)	2,7	2,5	2,5	2,7	1,5	1,2	4,3	5,1	3,5
Prestations sociales en espèces (29 %)	3,0	1,5	1,9	1,9	1,7	1,8	4,4	3,7	3,6
EBE des ménages purs (12 %)	4,2	4,4	4,9	4,0	2,2	1,9	8,3	9,3	5,2
Revenus de la propriété (10 %) ^(*)	9,9	-6,1	7,2	1,4	1,5	1,9	5,2	4,5	3,2
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %) ^(*)	6,6	-4,2	5,1	-1,1	2,1	3,7	4,2	2,4	3,5
Cotisations des salariés (-8 %)	3,1	1,8	2,2	1,6	1,4	1,8	5,2	3,9	3,1
Cotisations des non-salariés (-2 %)	4,4	2,2	1,3	2,6	1,8	1,4	7,8	3,8	3,8
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %) ^(*)	9,1	-8,5	7,6	-3,2	2,7	5,2	3,2	1,2	3,6
Revenus hors impôts	3,1	1,5	3,0	2,1	2,0	1,8	4,6	4,9	4,0
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	1,2	0,9	0,9	1,3	1,8	1,3	2,2	2,0	3,1
Pouvoir d'achat du RDB	1,2	2,0	1,5	1,5	0,2	0,0	2,6	3,3	0,9
Pour information									
Revenus de la propriété (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	6,8	4,3	1,7	1,4	1,5	1,9	10,9	4,5	3,2
Impôts sur le revenu et le patrimoine (hors retraitement comptable de l'avoir fiscal)	6,8	-0,9	3,3	-3,2	2,7	5,2	7,2	1,2	3,6

Prévisions

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

Remarque sur (*) : la lecture des chiffres indiqués doit être réalisée avec prudence. En effet, ils reflètent essentiellement les conséquences comptables de la suppression de l'avoir fiscal. Cette suppression et son remplacement par un nouveau dispositif ont peu d'effet sur le revenu réel des ménages, mais du fait du traitement par la comptabilité nationale de l'avoir fiscal, ils perturbent fortement les évolutions constatées des contributions aux revenus. Se reporter à la Note de Conjoncture de juin 2006, encadré page 82 pour plus de précisions.

Source : Insee

entrepreneurs individuels⁽¹⁾ (+3,5 % après +5,1 % l'année passée) et la masse salariale reçue par les ménages (+4,1 % après +4,5 %) ralentiraient de conserve. Le ralentissement de la masse salariale concernerait aussi bien celle reçue des entreprises non financières (+4,6 % après +4,7 % en 2007) que celle versée par les APU (+2,3 % après +3,6 % en 2007 ; cf. tableau 2).

La masse salariale reçue par les ménages décélérerait plus fortement en fin d'année (+1,8 % au second semestre, après +2,2 % au premier), du fait du ralentissement graduel de l'emploi salarié, notamment dans les secteurs principalement marchands non agricoles (cf. graphique 1 et fiche « Emploi »).

Le rythme de croissance des prestations sociales se maintiendrait en 2008

En 2008, la progression des prestations sociales en espèces resterait en ligne avec celle de l'année précédente (+3,6 % après +3,7 % en 2007, cf. tableau 3).

En particulier, les prestations de Sécurité sociale croîtraient à un rythme proche de celui de l'an dernier (+4,1 % après +3,9 %) : les prestations maladie et vieillesse enregistreraient la même progression qu'en 2007 ; les prestations famille progresseraient faiblement (après avoir été soutenues en 2007 par la fin de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant), tandis que les allocations chômage continueraient de dimi-

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

nuer, du fait de l'amélioration du marché du travail, mais à un rythme plus modéré que les deux années précédentes.

Retour à une hausse plus habituelle des prélèvements obligatoires en 2008

Les prélèvements obligatoires repartiraient sur un rythme plus élevé en 2008 (+3,5 % après +2,4 % en 2007), notamment du fait de l'accélération des impôts versés par les ménages⁽²⁾ (+3,6 % après +1,2 %). Cette forte progression s'expliquerait principalement par celle des impôts sur le revenu (+4,0 % après +0,4 % en 2007, cf. fiche « Recettes fiscales des administrations publiques »), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) revenant à la normale après la refonte de leur barème pour 2007.

Par ailleurs, la CSG sur les revenus du patrimoine et de placement augmenterait en 2008, du fait de la mise en œuvre du prélèvement à la source de cet impôt sur les dividendes, qui en avance le versement.

À l'inverse, les effets de la mise en place des exonérations sur les heures supplémentaires en octobre 2007 se feraient pleinement sentir en 2008 : les

(2) Les évolutions concernant les impôts et les revenus de la propriété sont présentées « hors retraitement comptable de l'avoir fiscal ». En effet, en comptabilité nationale, au lieu d'enregistrer l'avoir fiscal comme un crédit d'impôt venant minorer l'impôt sur le revenu, on considère que cet avoir fiscal majore les dividendes reçus par les ménages et l'on rectifie à due concurrence l'impôt sur le revenu payé. Ce traitement augmente donc d'un même montant les impôts et les revenus de la propriété. La suppression de l'avoir fiscal en 2006 induit la suppression de ce retraitement, donc un choc à la baisse d'ampleur équivalente sur les dividendes reçus et les impôts payés, qui n'a pas d'impact économique. Ce retraitement comptable est neutre sur le revenu des ménages. La suppression de l'avoir fiscal elle-même n'a qu'un effet faible sur le revenu.

Tableau 2
De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2006		2007		2008		2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Entreprises non financières (ENF) (66 %)	2,1	2,2	2,5	2,0	2,6	2,0	4,3	4,7	4,6
dont : Salaire moyen par tête	1,7	1,5	1,7	1,2	1,9	1,6	3,3	3,1	3,3
Entreprises financières (5 %)	3,6	1,7	3,1	0,4	2,9	2,8	6,3	4,2	4,5
Administrations publiques (24 %)	1,2	1,7	2,0	1,5	1,1	0,8	2,8	3,6	2,3
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	1,3	4,3	5,7	4,0	2,4	2,2	4,9	10,0	5,5
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,9	2,1	2,5	1,9	2,2	1,8	3,9	4,5	4,1
dont : Secteurs concurrentiels non agricoles	2,2	2,2	2,7	1,9	2,5	2,0	4,4	4,8	4,6

■ Prévisions

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

Source : Insee

cotisations versées par les salariés ne progresseraient que de 3,1 % en 2008 (après +3,9 % l'année passée). Les autres impôts courants⁽³⁾ seraient également moins dynamiques en 2008 (+1,0 % après +7,5 %), à la suite notamment de l'aménagement de l'impôt sur la fortune (ISF) par

la loi TEPA. Enfin, la croissance des cotisations versées par les non-salariés resterait sur sa tendance (+3,8 % comme l'an dernier).

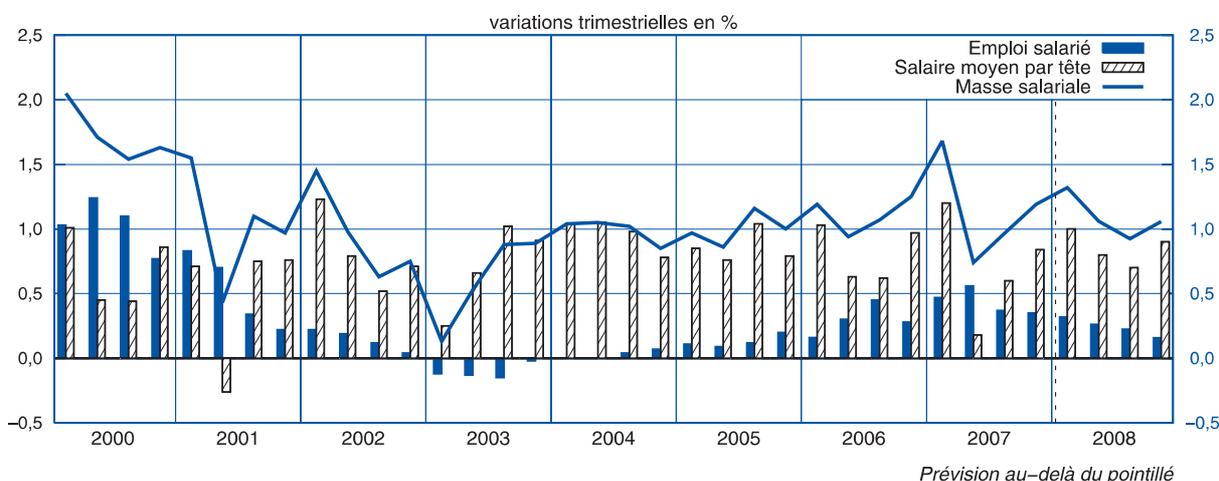
(3) Il s'agit principalement d'impôts locaux (taxe d'habitation, une partie de la taxe foncière sur les propriétés non bâties), d'une partie de la carte grise et de l'impôt de solidarité sur la fortune.

(4) L'EBE des « ménages purs » correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location, corrigés de la taxe foncière (dits alors loyers « fictifs »).

Ralentissement des autres composantes du revenu

Les autres composantes du revenu, à savoir l'EBE des ménages purs⁽⁴⁾ et les revenus de la propriété, enregistreraient une progression moindre en 2008 qu'en 2007. L'EBE des ménages purs ralentirait sensiblement (+5,2 %, après une croissance particulièrement élevée, +9,3 %, en 2007), en ligne

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source :

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2006		2007		2008		2006	2007	2008
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	3,0	1,5	1,9	1,9	1,7	1,8	4,4	3,7	3,6
Prestations de Sécurité Sociale (70 %)	3,3	1,5	2,1	2,1	2,0	1,9	4,5	3,9	4,1
Prestations de régimes privés (7 %)	3,9	2,5	1,9	2,0	1,1	1,8	7,0	4,2	3,0
Prestations directes d'employeur (14 %)	0,5	1,6	2,9	2,3	1,8	2,0	2,0	4,9	4,0
Prestations d'assistance sociale (9 %)	3,4	0,5	-1,0	-0,4	-0,3	0,3	5,2	-1,0	-0,3
Total des prélèvements sociaux	2,7	2,2	2,1	1,3	1,3	1,9	5,0	3,9	2,9
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	3,1	2,3	2,1	1,2	1,2	1,9	5,4	3,9	2,8
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (64 %)	2,9	2,5	2,2	0,9	1,0	2,1	5,3	3,9	2,5
Cotisations des salariés (29 %)	3,1	1,8	2,2	1,6	1,4	1,8	5,2	3,9	3,1
Cotisations des non-salariés (7 %)	4,4	2,2	1,3	2,6	1,8	1,4	7,8	3,8	3,8

Prévisions

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2002.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

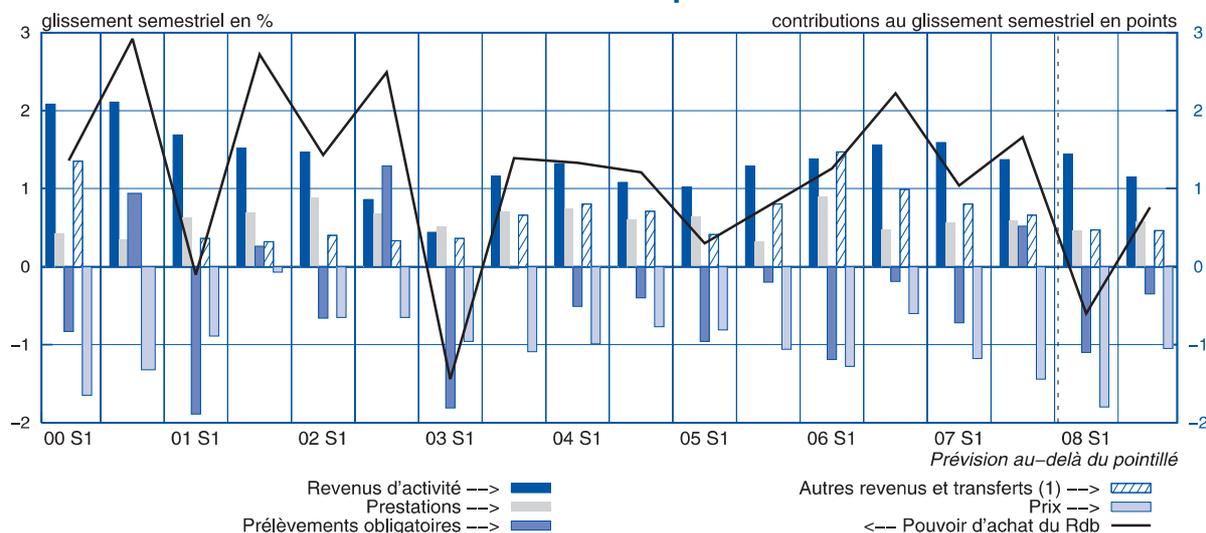
avec les loyers. Le net infléchissement des dividendes reçus par les ménages modèrerait la croissance des revenus de la propriété (+3,2 % après +4,5 %).

Infléchissement du pouvoir d'achat en 2008

En 2008, le revenu disponible brut (RDB) nominal ralentirait donc fortement (+4,1 %, après +5,4 % en 2007), alors que les prix à la consommation ac-

célèreraient (+3,1 % après +2,0 % au sens du déflateur de la consommation). Le pouvoir d'achat fléchirait donc nettement en 2008 (+0,9 %, après +3,3 % l'an dernier ; cf. graphique 2). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, le concept pertinent pour tenir compte des évolutions démographiques, stagnerait en 2008 (après +2,4 % en 2007 - cf. encadré). ■

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants

Remarque : ces contributions sont calculées « hors retraitement comptable de l'avoir fiscal »

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB.

Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition.

La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir compte de la croissance

démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. Sur la période 2000-2007, la croissance moyenne du nombre d'unités de consommation par an est environ de 0,9 % (par comparaison, la croissance moyenne du nombre d'habitants est de 0,7 % par an sur la même période et la croissance moyenne du nombre de ménages est de 1,3 % par an).

Ainsi, en 2008, la croissance du pouvoir d'achat par unité de consommation stagnerait (après +2,4 % en 2007). Par habitant, la hausse serait un peu plus forte (+0,2 % après +2,6 % en 2007), tandis que par ménage le pouvoir d'achat baisserait (-0,4 % après +2,0 % en 2007). ■

Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre de 2008, la consommation des ménages a marqué un coup d'arrêt (+0,1 % après +0,6 %). En particulier, la consommation énergétique a nettement reculé et la consommation en automobiles fortement ralenti.

D'ici la fin de 2008, la consommation des ménages ne devrait que faiblement augmenter, sous l'effet du ralentissement du pouvoir d'achat, de la forte hausse des prix et de la moindre décreue du chômage.

L'investissement des ménages a stagné au premier trimestre. Il devrait diminuer d'ici la fin de l'année, du fait notamment de la hausse régulière des taux d'intérêt depuis deux ans et du retournement des anticipations de prix sur le marché immobilier.

Cette atonie peut être pour partie imputée à la bouffée d'inflation que subit la France depuis l'été 2007. En particulier la consommation en produits agro-alimentaires a de nouveau diminué ce trimestre, du fait sans doute de l'augmentation continue des prix alimentaires (cf. graphique 1).

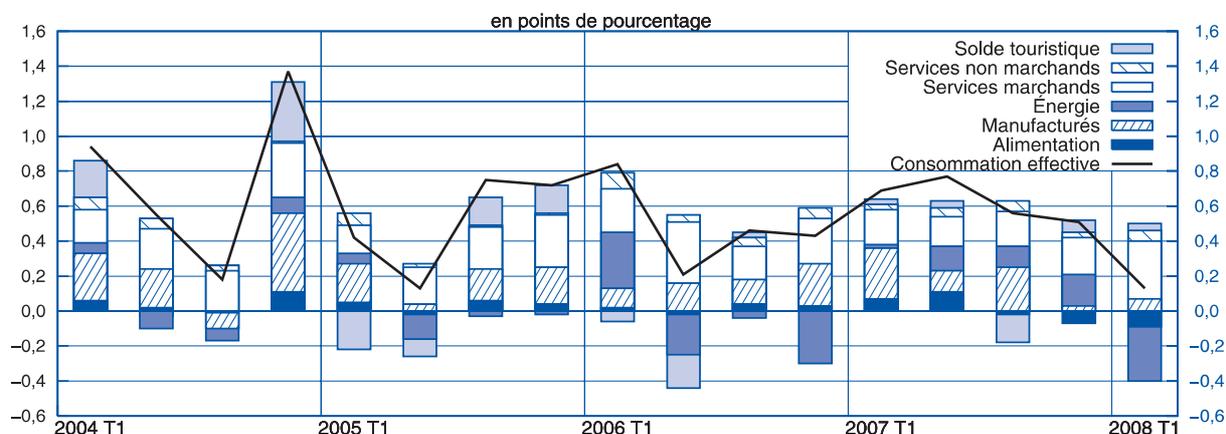
L'atonie de la consommation tient également pour partie à deux facteurs exceptionnels : d'abord, la douceur du mois de janvier, qui a permis aux ménages d'alléger leur facture énergétique (-0,5 point sur le total), ensuite le contrecoup des achats de véhicules de décembre 2007, en anticipation de la mise en place du système de bonus-malus (-0,1 point).

Deux autres facteurs exceptionnels ont toutefois joué en sens inverse : d'une part, la consommation en services de transport a rebondi (+2,9 % après -0,6 %), par contrecoup des mouvements de grève du quatrième trimestre ; d'autre part, la mise en place des franchises médicales au 1^{er} janvier 2008 a joué à la hausse sur les dépenses de santé des ménages (+2,9 % après +0,8 %).

Coup d'arrêt de la consommation des ménages au premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, la consommation des ménages a quasiment stagné (+0,1 % après +0,6 % au trimestre précédent, cf. tableau), après avoir été relativement dynamique en 2007 (+2,5 %).

1- Contributions par produit à la croissance trimestrielle de la consommation effective des ménages



Source : Insee

Par compensation, cette mesure a contribué pour un demi-point à la décélération des dépenses individualisables des administrations publiques⁽¹⁾ (+0,0 % après +0,2 %), compensée en partie par le rebond des allocations logement.

La consommation devrait rester atone à partir du deuxième trimestre

D'ici à la fin de 2008, la consommation devrait croître faiblement (0,1 % à 0,3 % par trimestre). Elle serait en effet handicapée par la faiblesse des gains de pouvoir d'achat (cf. graphique 2 et fiche « Revenu des ménages »). La baisse du taux d'épargne, attendue lorsque le revenu ralentit, serait par ailleurs limitée. L'arrêt de la diminution du chômage pousserait en effet les ménages à se constituer une épargne de précaution. En outre, la montée de l'inflation nécessite un effort d'épargne supplémentaire pour maintenir la valeur des actifs liquides qu'ils détiennent (effet « d'encaisses réelles »). Enfin, notamment dans sa composante alimentaire, l'inflation pèse sur les ménages les plus contraints en matière de dépenses de consommation. À l'inverse, le déblocage anticipé de la participation, l'une des dispositions de la loi pour le pouvoir d'achat⁽²⁾, devrait pousser le taux d'é-

(1) La consommation individualisable des administrations publiques recouvre les dépenses engagées par les administrations publiques et dont les bénéficiaires sont identifiables individuellement. Il s'agit pour la plupart de prestations sociales remboursées (ex. partie remboursée des dépenses de santé). Dans le cas présent, l'instauration des franchises a poussé à la baisse ces prestations, les dépenses correspondantes ayant été au moins en partie financées par les ménages.

(2) Loi 2008-111 du 8 février 2008, publiée au Journal Officiel le 9 février 2008.

pargne à la baisse, même si la morosité des marchés financiers risque de retenir une partie des salariés d'y recourir.

Au total, le taux d'épargne ne devrait que peu baisser en 2008 (+15,3 % après 15,7 %). Les ménages conserveraient ainsi un comportement très prudent, en cohérence avec la dégradation de leur confiance que révèle l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.

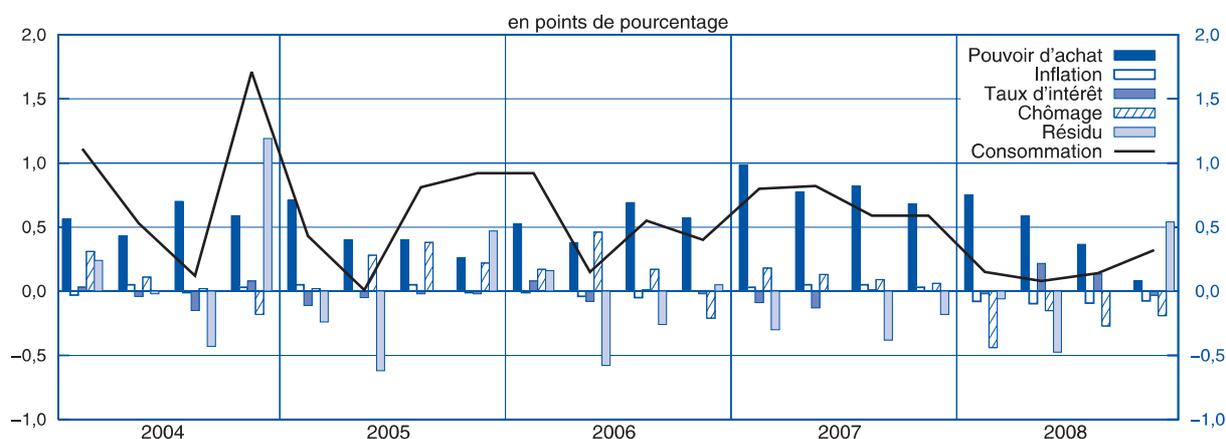
Les premières informations laissent ainsi présager une croissance très faible de la consommation au deuxième trimestre. La consommation en produits manufacturiers est même en baisse en début de trimestre, les conditions météorologiques médiocres aux mois de mars et avril ayant affecté sensiblement les dépenses en habillement-textile-cuir.

Les dépenses de consommation individualisable des administrations publiques devraient retrouver une tendance plus élevée, après le ralentissement dû au traitement comptable de l'introduction des franchises médicales (+0,4 % par trimestre sur le reste de l'année 2008).

L'investissement des ménages diminuerait en 2008

L'investissement des ménages devrait nettement diminuer sur le reste de l'année 2008, après avoir stagné au premier trimestre. En effet, l'ensemble des indicateurs conjoncturels est actuellement mal orienté. Le ralentissement de la demande de logements, amorcé en 2005 selon les promoteurs immobiliers (enquête trimestrielle de conjoncture de l'Insee), s'est en effet poursuivi en 2007 et au début de 2008. Les mises en chantier de logement ont

2- Consommation des ménages et contributions économétriques à ses évolutions



Source : Insee

ainsi commencé à baisser à l'été 2007 et la baisse s'est accentuée en avril 2008. Même si ces données sont plus fragiles qu'à l'accoutumée, en raison d'un changement de méthode de collecte, la tendance à la baisse ne paraît pas devoir être remise en cause.

Le durcissement des conditions de financement de l'investissement logement est le principal facteur à l'origine de ce retournement progressif du marché. Le taux des crédits à l'habitat s'est en effet tout d'abord stabilisé en 2005 et n'a quasiment pas cessé

de monter depuis début 2006. La demande des ménages en a été freinée, et ce d'autant plus que le niveau élevé des prix de l'immobilier nécessite un recours important au crédit et peut de surcroît avoir fini par provoquer un retournement des anticipations. La crise financière, en poussant les banques à devenir plus restrictives dans l'octroi du crédit (cf. fiche « Marchés financiers ») peut avoir renforcé ce mouvement. Le ralentissement du pouvoir d'achat du revenu cette année devrait également contribuer à l'amplifier. ■

Dépenses de consommation et investissement des ménages

évolution en %

	Évolutions trimestrielles												Évolutions annuelles		
	2006				2007				2008				2006	2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,9	0,1	0,5	0,4	0,8	0,8	0,6	0,6	0,1	0,1	0,1	0,3	2,5	2,5	1,3
dont :															
Alimentation (17 %)	0,1	-0,1	0,3	0,2	0,5	0,8	-0,1	-0,5	-0,7	-0,1	0,0	0,0	0,6	1,2	-1,1
Produits manufacturés (24 %)	0,6	0,8	0,8	1,3	1,5	0,6	1,3	0,2	0,4	-0,2	0,0	-0,1	3,3	4,3	1,1
Énergie (7 %)	5,4	-3,9	-0,6	-5,1	0,4	2,6	2,2	3,1	-5,0	1,1	0,2	0,3	-0,4	-1,1	-0,2
Services (52 %)	0,9	1,0	0,6	0,8	0,6	0,6	0,7	0,6	1,0	0,1	0,3	0,6	3,2	2,7	2,3
Dépenses individualisables des administrations	0,6	0,5	0,2	0,6	0,3	0,6	0,4	0,2	0,0	0,4	0,4	0,4	1,6	1,7	1,1
Consommation effective totale	0,8	0,2	0,5	0,4	0,7	0,8	0,6	0,5	0,1	0,1	0,2	0,3	2,3	2,3	1,3
Investissement des ménages	1,9	2,3	1,4	0,8	0,5	0,3	0,3	0,8	0,0	-1,1	-1,7	-2,5	7,1	3,0	-1,5

■ Prévisions

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2006.

Source : Insee

Résultats des entreprises

En 2007, le taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières a légèrement augmenté, atteignant 32,5 % (contre 32,3 % en 2006). L'évolution favorable des termes de l'échange (les prix de la valeur ajoutée ayant augmenté plus vite que ceux à la consommation) et les premiers effets des exonérations d'heures supplémentaires ont plus que compensé le net recul des gains de productivité, inférieurs à la croissance du salaire réel. Le taux de marge au sens de la comptabilité nationale s'est établi quant à lui à 31,3 % en 2007 (après 31,2 % en 2006).

En 2008, le taux de marge augmenterait de nouveau légèrement en moyenne annuelle (32,6 % au coût des facteurs, et 31,4 % au sens de la comptabilité nationale), du fait notamment de la baisse du taux de cotisation employeur, due aux exonérations d'heures supplémentaires. Néanmoins, il baisserait progressivement en cours d'année, en ligne avec le ralentissement prévu de l'activité.

Un taux de marge en légère hausse en 2007

En 2007, le taux de marge⁽¹⁾ au coût des facteurs des sociétés non financières a légèrement augmenté (32,5 % après 32,3 % en 2006, cf. tableau). Pourtant l'accélération des effectifs (+ 1,7 % en

2007 après + 1,1 % en 2006, cf. fiche « Emploi »), en regard de la stabilité de la croissance de la valeur ajoutée (+ 2,2 % après + 2,3 %), s'est traduite par un fléchissement des gains de productivité : la contribution de ces derniers (+ 0,4 point) a ainsi été inférieure à celle du salaire moyen par tête (SMPT) réel (-0,7 point), alors que ces facteurs se compensaient en 2006.

Ces facteurs, pesant sur le taux de marge, ont toutefois été plus que compensés par l'évolution favorable des « termes de l'échange » : en effet, les prix du pétrole exprimés en euros n'ont pas augmenté en moyenne annuelle entre 2006 et 2007, et les prix à la consommation ont donc au total crû moins vite que les prix de la valeur ajoutée. Les premiers effets des exonérations d'heures supplémentaires, poussant le taux de cotisation employeur à

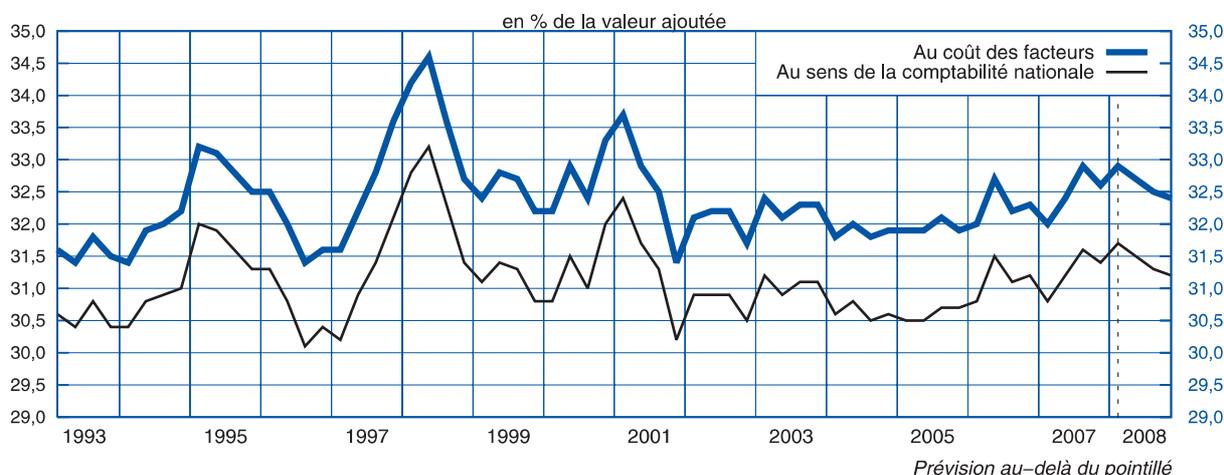
(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation peut se décomposer de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (P_{va}/P_c), qui jouent positivement ;
- les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/P_c) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.

Cette décomposition (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) est synthétisée dans l'équation suivante :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{P_c}{P_{va}}$$

1 - Taux de marge des sociétés non financières



Source : Insee

la baisse, se sont également fait sentir, contribuant à hauteur de +0,2 point à l'évolution du taux de marge.

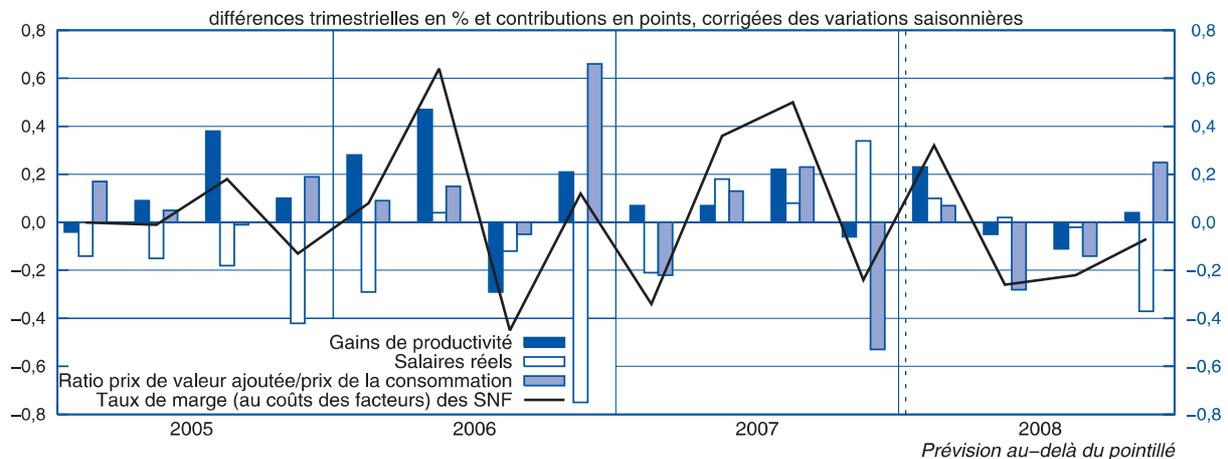
Les exonérations d'heures supplémentaires soutiendraient le taux de marge en 2008

En 2008, le taux de marge au coût des facteurs augmenterait de nouveau légèrement, s'établissant en moyenne annuelle à 32,6 % (cf. graphique 2). En effet, les exonérations d'heures supplémentaires réduiraient le taux de cotisation employeur, contribuant pour +0,5 point à l'évolution du taux de marge sur l'ensemble de l'année. Les gains de productivité ralentiraient encore ; ils seraient compensés par un ralentissement encore

plus net des salaires réels, du fait notamment du ralentissement de l'amélioration du marché du travail et de moindres distributions de bonus dans le secteur financier (cf. fiche « Salaires »). Enfin, les termes de l'échange contribueraient peu à l'évolution du taux de marge.

En profil trimestriel, le taux de marge diminuerait toutefois progressivement, en ligne avec le ralentissement de l'activité. La faiblesse des gains de productivité et le regain de l'inflation énergétique et alimentaire contribueraient à la baisse du taux de marge aux deuxième et troisième trimestres. Au quatrième trimestre, la hausse du salaire réel serait compensée par le repli attendu de l'inflation importée en fin d'année. ■

2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs



* sociétés non-financières
Source : Insee

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2006				2007				2008				2006	2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Taux de marge (en niveau)	30,8	31,5	31,1	31,2	30,8	31,2	31,6	31,4	31,7	31,4	31,2	31,2	31,2	31,3	31,4
Variation du taux de marge	0,1	0,7	-0,4	0,1	-0,4	0,4	0,4	-0,2	0,3	-0,3	-0,2	0,0	0,6	0,1	0,1
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)	32,0	32,7	32,2	32,3	32,0	32,4	32,9	32,6	32,9	32,7	32,5	32,4	32,3	32,5	32,6
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,1	0,6	-0,4	0,1	-0,3	0,4	0,5	-0,2	0,3	-0,3	-0,2	-0,1	0,4	0,1	0,2
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs															
<i>des gains de productivité</i>	0,3	0,5	-0,3	0,2	0,1	0,1	0,2	-0,1	0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,8	0,4	0,2
<i>du salaire par tête réel</i>	-0,2	0,0	-0,1	-0,6	-0,3	0,2	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,4	-0,8	-0,7	-0,1
<i>du taux de cotisation employeur</i>	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,5
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	0,1	0,2	-0,1	0,7	-0,2	0,1	0,2	-0,5	0,1	-0,3	-0,1	0,2	0,5	0,4	-0,4
Rappel															
Valeur ajoutée en volume	0,6	1,0	0,1	0,6	0,6	0,7	0,7	0,3	0,6	0,2	0,0	0,2	2,3	2,2	1,6
Emploi des SNF	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	1,1	1,7	1,3
Salaire moyen par tête	1,0	0,6	0,6	1,0	1,0	0,4	0,6	0,8	1,0	0,9	0,7	0,9	3,3	3,1	3,3
Prix de la consommation	0,6	0,6	0,5	0,1	0,6	0,6	0,5	0,9	0,9	0,9	0,6	0,4	2,2	2,0	3,1
Prix des consommations intermédiaires	0,7	0,7	0,7	0,2	0,6	0,9	0,8	1,3	0,8	1,4	0,9	0,5	2,9	2,7	4,1
Prix de production	0,6	0,8	0,6	0,6	0,5	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	0,7	0,6	2,7	2,7	3,5
Prix de valeur ajoutée	0,8	0,9	0,5	1,0	0,2	0,8	0,9	0,1	1,0	0,5	0,4	0,7	2,9	2,5	2,5

■ Prévisions
Source : Insee

Encadré : méthodologie

Le champ retenu dans cette fiche a légèrement changé depuis la note de conjoncture de mars 2008. Le concept de taux de marge utilisé auparavant reposait sur la valeur ajoutée brute, conformément aux conventions usuelles de la comptabilité nationale. Désormais on retient aussi le concept de *valeur ajoutée au coût des facteurs* (obtenue à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation) pour calculer le taux de marge. Son évolution est alors d'interprétation économique plus directe : la valeur ajoutée au coût des facteurs

représente la ressource effective de l'entreprise. Elle permet la rémunération du travail et celle du capital. Elle n'est pas perturbée par certaines mesures fiscales concernant les entreprises, comme avait pu l'être le taux de marge au sens de la comptabilité nationale par la réforme de la PAC en 2006. Pour ce qui est de l'analyse économique, on privilégiera donc l'approche au coût des facteurs. Le graphique 1 présente les profils du taux de marge selon ces deux concepts : bien qu'ils diffèrent en niveau⁽¹⁾, leurs évolutions sont globalement similaires. ■

(1) Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1,0 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. En effet, la valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le montant des impôts étant supérieur à celui des subventions, la quantité retirée est positive et par conséquent la valeur ajoutée au coût des facteurs est inférieure à celle de la comptabilité nationale, l'EBE restant par ailleurs inchangé.

Investissement des entreprises

Au premier trimestre de 2008, l'investissement des entreprises a progressé de 1,8 %, porté par des dépenses en biens d'équipement en net rebond.

À partir du deuxième trimestre, le ralentissement attendu de l'activité et les effets du durcissement des conditions de financement devraient peser plus fortement sur l'investissement. Sa croissance trimestrielle serait inférieure à +0,6 % en prévision.

Sur l'année, l'investissement des entreprises augmenterait de 4,4 % et le taux d'investissement resterait à son niveau du premier trimestre tout au long de 2008 (19,8 %, après 19,4 % en 2007).

Fort rebond des investissements en biens d'équipement au premier trimestre

Au premier trimestre de 2008, la formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières (ENF) a augmenté de 1,8 % (cf. tableau), dans le prolongement d'une année 2007 dynamique. Le taux d'investissement a continué de progresser : il atteint désormais 19,8 %, dépassant ainsi les plus hauts niveaux atteints au cours des vingt dernières années (cf. graphique 1). En particulier, l'investissement en biens manufacturés a nettement progressé au premier trimestre de 2008 (+2,7 % après +0,2 %). Les entreprises ont fortement augmenté leurs investissements en biens d'équipement mécaniques (+4,4 %). En revanche, elles ont ralenti un peu leurs dépenses en services, notamment

informatiques (+1,4 % après +2,0 % au quatrième trimestre) et, plus significativement, celles en construction (+0,8 % après +2,0 %).

Coup de frein au deuxième trimestre

À partir du deuxième trimestre, le repli attendu de l'activité et le durcissement des conditions de financement devraient peser plus fortement sur l'investissement (+0,4 % au deuxième trimestre). Le ralentissement de la FBCF se poursuivrait au troisième trimestre (+0,2 %). Les investissements en biens manufacturés pourraient toutefois reprendre de la vigueur en fin d'année, grâce notamment à l'apaisement des tensions financières, et le taux de croissance de la FBCF se redresserait modérément à +0,6 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble du second semestre, le taux d'investissement, à 19,8 %, ne progresserait plus.

Malgré cette atonie prévue, la FBCF des ENF progresserait de 4,4 % sur l'ensemble de l'année 2008, l'acquis de croissance s'élevant déjà à +3,8 % au premier trimestre.

Des conditions moins favorables à l'investissement

Le ralentissement attendu sur les trois derniers trimestres est à relier à la dégradation du climat des affaires, que les chefs d'entreprise signalent depuis plusieurs mois consécutifs. Tant dans l'industrie que dans les services, elle apparaît peu favorable à l'engagement de nouveaux projets : d'abord, l'in-

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variation par produit aux prix chaînés de l'année précédente, en %

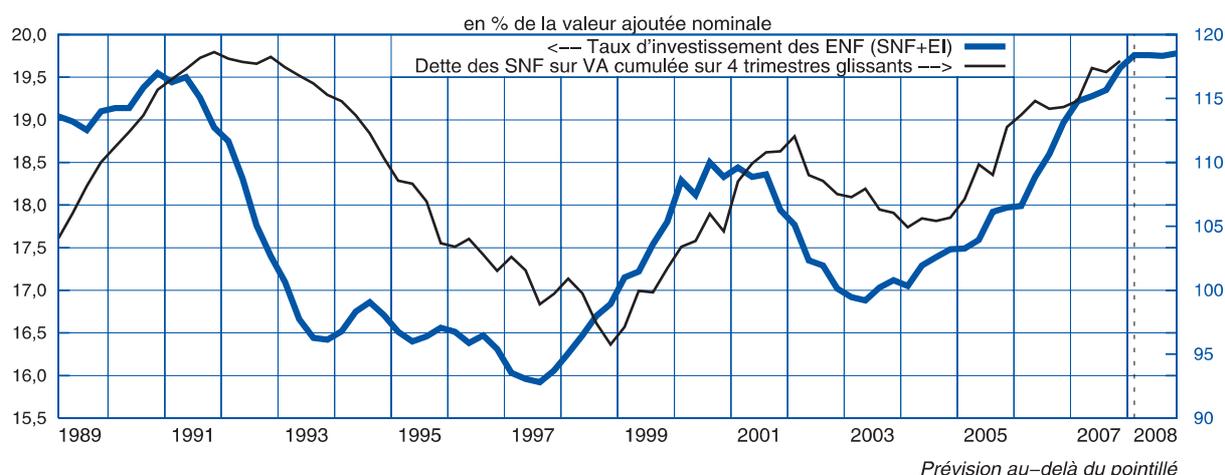
	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2007				2008				2006	2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés	2,5	0,5	1,9	0,2	2,7	0,4	0,0	0,5	3,3	6,1	4,3
Bâtiment et travaux publics	2,6	1,5	0,7	2,0	0,8	0,0	-0,1	0,0	6,8	9,3	3,0
Autres	0,4	1,8	2,3	2,0	1,4	0,8	0,8	1,2	7,3	7,2	5,9
Ensemble des ENF	2,0	1,1	1,7	1,2	1,8	0,4	0,2	0,6	5,4	7,3	4,4

■ Prévisions
Source : Insee

dicateur de révision reste proche de sa moyenne de longue période dans l'enquête d'avril 2008 sur les investissements dans l'industrie (cf. graphique 2), laissant attendre une faible croissance à court terme de l'investissement des entreprises industrielles. Ensuite, les demandes de crédit d'investissement devraient fortement ralentir selon l'enquête de la Banque de France. Or, ces dernières années,

c'est le recours accru au crédit qui a permis aux entreprises d'accroître leurs investissements, alors même que le taux d'autofinancement de ces investissements baissait (cf. graphiques 1 et 3). Enfin, du côté de l'offre de crédit, le coût du financement a augmenté au cours des deux dernières années (cf. graphique 3) et les établissements de crédit confirment dans les dernières enquêtes leur inten-

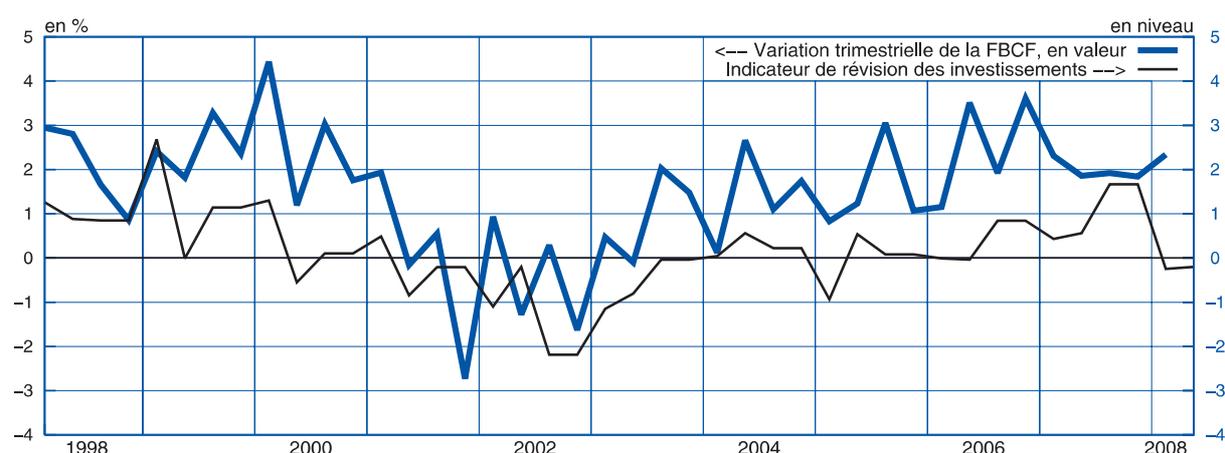
1 - Taux d'investissement et d'endettement*



* La dette comprend des crédits des institutions financières et les titres de créances.

Sources : Insee, comptes financiers trimestriels et annuels rétro-polés avant 1994 (en cours de validation)

2 - Indicateur de révision des investissements dans l'industrie manufacturière



Note de lecture : l'indicateur de révision moyenne résume les évolutions des révisions des entreprises entre deux enquêtes successives pour les investissements d'une même année. A chacune des enquêtes de l'année d'intérêt (janvier, avril et octobre), l'évolution par rapport à l'enquête antérieure peut être calculée entreprise par entreprise. Agrégées, ces évolutions fournissent un indicateur de position de la distribution des révisions individuelles, qui constitue un bon indicateur pour améliorer la prévision des variations trimestrielles de la formation brute de capital fixe des sociétés non financières (cf. dossier de la Note de conjoncture de mars 2005).

Sources : Insee, enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie et comptes trimestriels.

tion de poursuivre le durcissement des conditions d'octroi de crédit aux entreprises (cf. fiche « Marchés financiers »).

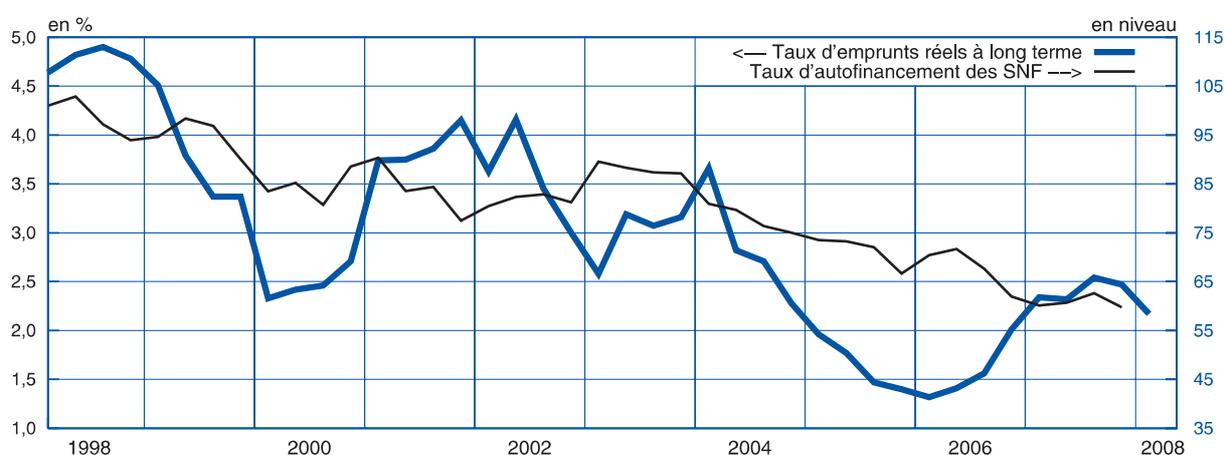
Les dépenses en construction continueraient de ralentir

Après une croissance très vigoureuse en début d'année, les dépenses en produits manufacturés augmenteraient de 0,4 % au deuxième trimestre.

Le ralentissement se poursuivrait au troisième trimestre (+0,0 %) avant une amélioration modeste à la fin de l'année (+0,5 %) en ligne avec l'apaisement attendu des tensions financières et le redressement de l'activité.

Si les capacités de production de l'industrie manufacturière restent assez fortement sollicitées, les tensions sur l'appareil productif sont devenues moins prégnantes aux deux premiers trimestres, selon l'enquête de conjoncture dans l'industrie (cf. graphique 4).

3 - Taux d'autofinancement des SNF* et taux d'emprunt réels à long terme**

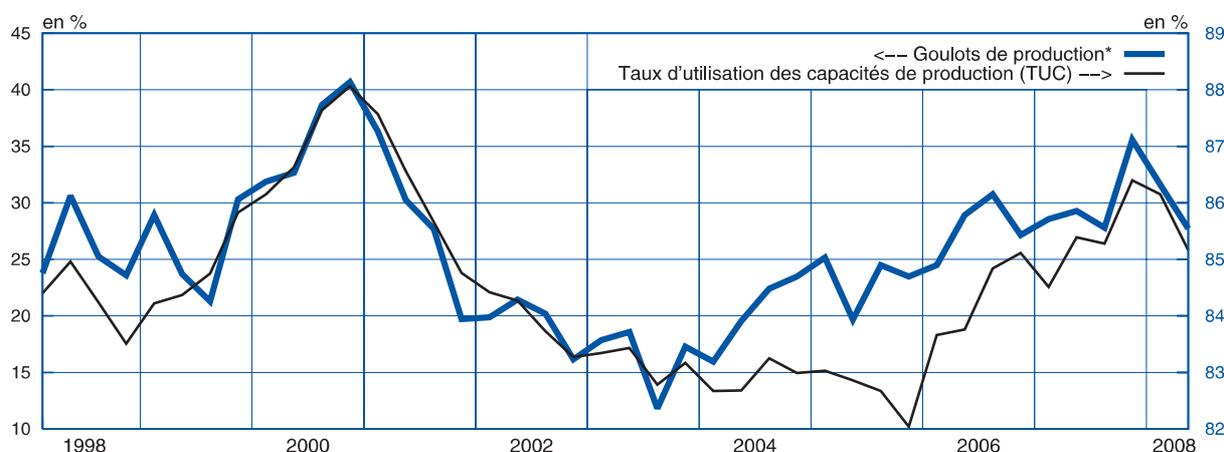


* Le taux d'autofinancement des sociétés non financières (SNF) est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

** Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Sources : Insee, comptes trimestriels et Banque de France

4 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.

Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

La décélération des dépenses en construction amorcée au premier trimestre se prolongerait pendant le reste de l'année (+0,0 % au deuxième trimestre, puis une très légère baisse au second semestre). Dans l'enquête d'opinion trimestrielle d'avril 2008, les entrepreneurs de travaux publics s'attendent notamment à une dégradation accélérée de leur activité due à la commande privée.

Les « autres investissements des entreprises » constitueraient la principale contribution à l'investissement total (+0,8 % au deuxième trimestre). Les perspectives d'activité des services informatiques sont notamment toujours bien orientées selon la dernière enquête services. Néanmoins, les « autres investissements des entreprises » devraient croître à un rythme plus modéré en 2008 (+5,9 %, après +7,2 % en 2007), du fait du ralentissement attendu de l'activité. ■

Stocks

Au premier trimestre de 2008, la contribution des stocks à la croissance a été nulle : la contribution négative de 0,1 point des produits manufacturés est compensée par celle des produits énergétiques, positive et de même ampleur.

Au deuxième trimestre de 2008, la contribution des stocks à la croissance serait légèrement positive du fait des produits manufacturés. La contribution serait nulle au second semestre de 2008, les principaux déterminants des variations de stocks étant relativement stables. Sur l'ensemble de l'année 2008, les variations de stocks retrancheraient 0,2 point à la croissance.

Contribution nulle des stocks à la croissance du premier trimestre

Au premier trimestre de 2008, la variation des stocks a eu une contribution nulle à la croissance (cf. tableau). La contribution négative des stocks de produits manufacturés (-0,1 point) a en effet été compensée par la contribution positive des produits énergétiques (+0,1 point).

La contribution négative des stocks de produits manufacturés provient pour l'essentiel de l'accélération des ventes à l'étranger de biens d'équipement et de biens de consommation. Plus précisément, les exportations des produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire ont fortement progressé (+5,8 %), en raison notamment de la vente d'un paquebot et de deux satellites. Dans le même temps, les importations se sont contractées (-1,8 %). À un degré moindre, les échanges extérieurs de l'industrie pharmaceutique ont également été excédentaires, les exportations ayant crû plus rapidement que les importations. À contrario, le solde des échanges en automobile devient déficitaire, mais il n'atténue que légèrement la contribution négative des stocks de produits manufacturés à la croissance.

La contribution positive des stocks de produits énergétiques à la croissance du premier trimestre de 2008 s'explique par la progression des importations (+1,9 %) couplée à la chute des dépenses de consommation des ménages (-5,0 %), en partie liée à la douceur exceptionnelle des températures au cours des deux premiers mois de l'année.

Contribution des variations de stocks à la croissance

en points de PIB

	Évolutions trimestrielles								Évolutions annuelles	
	2007				2008				2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Produits agricoles et agrolimentaires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits manufacturés	0,4	-0,3	0,4	-0,5	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,3
dont : biens de consommation	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-	-	-	0,1	-
automobile	0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	-	-	-	0,0	-
biens d'équipement	0,2	-0,2	0,5	-0,3	-0,1	-	-	-	0,0	-
biens intermédiaires	-0,1	0,1	0,0	-0,2	0,0	-	-	-	0,0	-
Produits énergétiques	-0,1	0,2	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL ⁽¹⁾	0,2	-0,1	0,3	-0,6	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	-0,2

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Une contribution à la croissance faible au deuxième trimestre, nulle en fin d'année

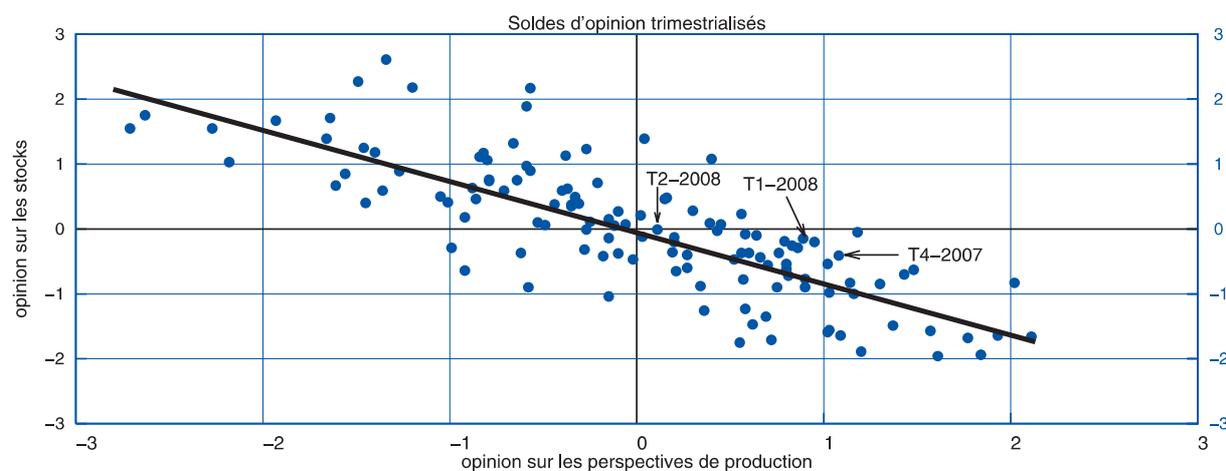
Au deuxième trimestre de 2008, la contribution des stocks à la croissance pourrait être positive (+0,1 point, cf. tableau), du fait d'un léger réajustement des stocks en produits manufacturés après les contributions négatives observées aux deux trimestres précédents.

L'hypothèse de relative stabilité des déterminants traditionnels des variations de stocks conduit à retenir une contribution nulle des stocks à la crois-

sance au cours des deux derniers trimestres de 2008. En effet, l'influence de la légère diminution des taux d'intérêt de court terme (cf. fiche "Financement de l'économie") serait contrebalancée par le repli de la demande globale. Cette prévision est confortée par les réponses des industriels interrogés dans la dernière enquête de conjoncture. Selon ces derniers, les stocks seraient actuellement en ligne avec les perspectives de production (cf. graphique).

Au total, sur l'ensemble de l'année 2008, la contribution des stocks à la croissance serait légèrement négative (-0,2 point, après +0,2 point en 2007). ■

Opinion des industriels sur leurs stocks et sur leurs perspectives de production



Note de lecture : chaque point trimestriel représente la moyenne de trois enquêtes mensuelles de conjoncture. La droite représentée en gras indique que les industriels jugent globalement leurs stocks en ligne avec l'état des perspectives de production. Le point correspondant au deuxième trimestre de 2008 s'en rapproche sensiblement.
Source : Insee

Production

En 2008, la production de l'ensemble des branches ralentirait (+1,9 %, après +2,5 % en 2007). Dynamique au premier trimestre de 2008 (+0,7 %), la croissance s'effriterait nettement au deuxième (+0,2 %) : le climat des affaires a atteint en mai son plus bas niveau depuis la fin de 2005, et ce, quel que soit le secteur considéré. Elle se maintiendrait à peu près à ce rythme au second semestre.

nergie : sa production se redresserait après avoir baissé au premier trimestre en raison de la clémence des températures. Au troisième trimestre de 2008, ce fléchissement généralisé se poursuivrait ; le recul de la construction serait plus marqué et la production manufacturière se replierait également. En fin d'année, les services gagneraient légèrement en dynamisme et la production manufacturière cesserait de reculer.

La production, jusqu'alors résistante, pâtitrait des chocs économiques mondiaux

Après un premier trimestre de 2008 dynamique, la croissance de la production se tasserait, en lien avec les chocs économiques mondiaux (+0,2 %, +0,1 % et +0,2 % respectivement aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2008, cf. compte associé page 127). En particulier, un ralentissement est attendu dans les services et l'industrie manufacturière (cf. graphique 1). La croissance des services marchands hors commerce et transports serait de seulement +0,3 % en moyenne sur les trois derniers trimestres de 2008 (contre +0,9 % en moyenne entre 2000 et 2006).

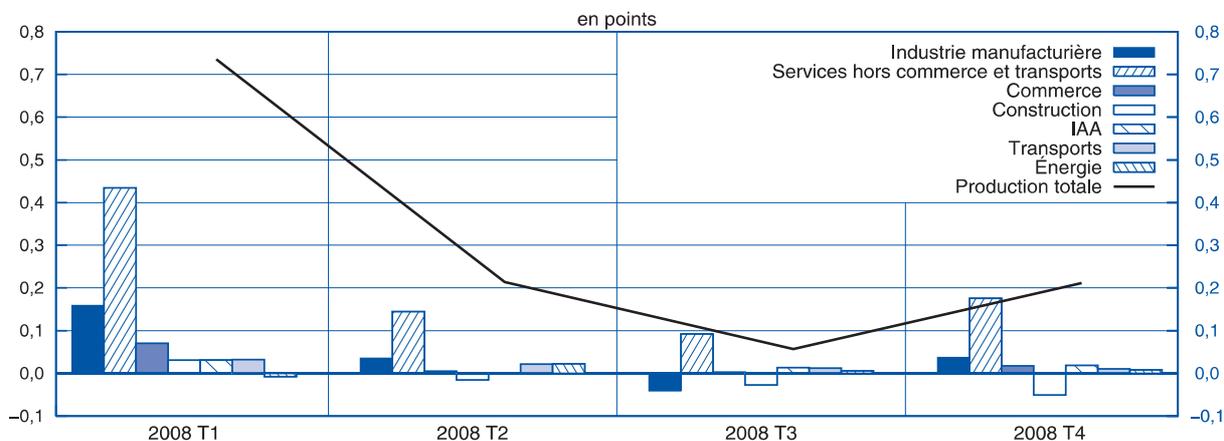
L'ensemble des grandes branches ralentirait au deuxième trimestre, voire se contracterait légèrement (pour la construction), à l'exception de l'é-

Industrie : la production ralentirait, et même reculerait d'ici la fin de l'année

La production manufacturière a progressé de 0,7 % au premier trimestre de 2008, après un trimestre de stagnation. Cette hausse est essentiellement imputable au redressement de l'activité dans les industries des biens d'équipement (+1,3 %) et des biens intermédiaires (+0,7 %). Dans le secteur automobile, la production a faiblement progressé (+0,3 %), après une forte augmentation au trimestre précédent. Dans l'industrie des biens de consommation, la production a été stable.

Les chefs d'entreprise interrogés en avril dans l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie anticipent un léger ralentissement de l'activité industrielle. La production manufacturière progresserait ainsi plus modérément au deuxième

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

trimestre de 2008 (+0,2 %). En ligne avec le repli sensible des perspectives personnelles de production déclaré par les entrepreneurs à la dernière enquête de conjoncture (cf. graphique 2), la production manufacturière se contracterait légèrement au troisième trimestre de 2008 (-0,2 %), avant de repartir un peu à la hausse (+0,2 %) au dernier trimestre.

Au total, la croissance de la production manufacturière ralentirait à +1,6 % en 2008, après +2,3 % en 2007.

Construction : l'activité se contracterait à partir du deuxième trimestre

Au premier trimestre de 2008, la production dans le secteur de la construction a progressé à un rythme moins soutenu (+0,5 %, après +1,2 % au quatrième trimestre de 2007). Ce ralentissement a concerné aussi bien le secteur du bâtiment que celui des travaux publics. En outre, l'investissement des ménages s'est contracté et celui des administrations publiques et des entreprises non financières s'est modéré.

Au deuxième trimestre de 2008, la production se replierait dans le secteur de la construction (-0,2 %). D'une part, l'activité dans le bâtiment s'essoufflerait, comme l'attestent les dernières enquêtes de conjoncture : les carnets de commandes et les prévisions d'activité des entrepreneurs pour les prochains mois se dégradent nettement (cf. graphique 3). D'autre part, l'activité dans les travaux publics se contracterait, notamment du fait d'un repli habituel après des élections municipales.

Au second semestre de 2008, le recul de l'activité dans le bâtiment s'accroîtrait, dans le sillage de la demande des ménages en logements (cf. fiche « Consommation et investissement des ménages »), et l'activité dans les travaux publics resterait atone. La production du secteur de la construction continuerait ainsi de diminuer (-0,5 % et -0,7 % respectivement aux troisième et quatrième trimestres).

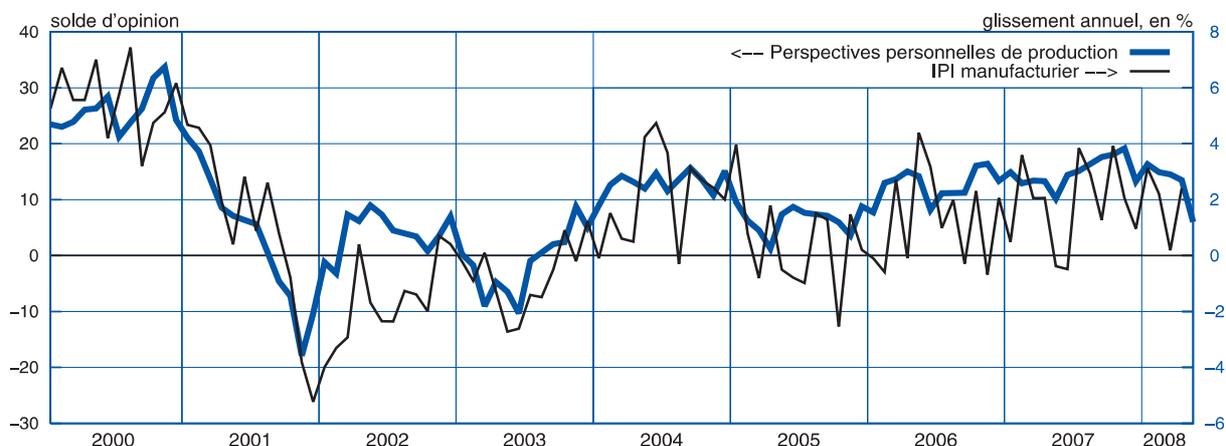
Au total, la croissance du secteur de la construction ralentirait nettement, à seulement +1,2 % en 2008 contre plus de 4 % en 2007.

Services marchands : la croissance se modérerait à partir du deuxième trimestre

Au premier trimestre de 2008, la production de services marchands (autres que commerce, transports et activités financières) a nettement accéléré (+1,2 %, après +0,8 % au quatrième trimestre de 2007), du fait de la vigueur à la fois des services aux entreprises et des services aux ménages.

Les services aux entreprises ont bénéficié d'une demande soutenue des autres secteurs de l'économie, notamment de l'industrie. L'activité des services opérationnels (intérim, sécurité, services de nettoyage, etc.) a en particulier fortement augmenté au premier trimestre de 2008 (+1,5 % après +0,3 % au trimestre précédent). Du côté des services aux particuliers, les activités récréatives, culturelles et sportives ont soutenu la production (+1,1 % au premier trimestre de 2008, après +0,7 % au trimestre précédent), grâce notamment à l'augmentation de la fréquentation des cinémas au premier trimestre.

2 - Perspectives personnelles de production des industriels et indice de la production industrielle



Source : Insee

Au deuxième trimestre de 2008, l'activité dans les services marchands ralentirait fortement (+0,3 % après +1,2 % au premier trimestre) : d'une part, le secteur des services aux particuliers pâtirait du fléchissement des dépenses de consommation des ménages ; d'autre part, le repli de l'activité manufacturière pèserait sur les services aux entreprises.

Au second semestre de 2008, le rythme de l'activité dans les services marchands resterait très modéré (+0,2 % et +0,4 % respectivement aux troisième et quatrième trimestres). Les chefs d'entreprise interrogés en mai signalent en effet une stabilisation de la conjoncture dans les services : l'indicateur synthétique du climat des affaires se maintient à 103, légèrement au-dessus de la moyenne de longue période.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la production des services marchands progresserait de 2,8 %, un rythme à peine inférieur à celui de 2007 (+3,0 %) grâce à la très bonne performance du premier trimestre.

L'activité commerciale fléchirait en 2008 avec le ralentissement de la consommation

Après la pause du quatrième trimestre de 2007, l'activité commerciale a fortement accéléré au premier trimestre de 2008 (+0,7 %), du fait de la vigueur des exportations et malgré des dépenses de consommation des ménages atones (cf. fiches « Échanges extérieurs » et « Consommation et investissement des ménages »).

Aux deuxième et troisième trimestres, l'activité commerciale marquerait à nouveau le pas, pénalisée par la faiblesse de la demande, tant intérieure

qu'étrangère. C'est ce que laisse attendre la dégradation du climat des affaires entre décembre 2007 et avril 2008, signalée par les détaillants interrogés dans l'enquête de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile (cf. graphique 4 et éclairage « La construction d'un climat des affaires dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile »). En fin d'année, l'activité commerciale retrouverait un peu d'allant (+0,2 % au quatrième trimestre), dans le sillage de la consommation des ménages.

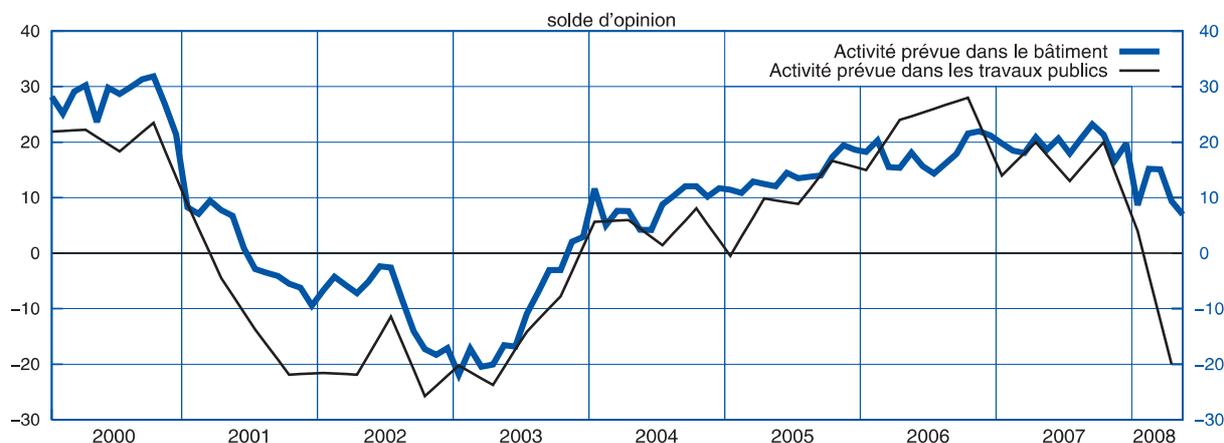
Dans le commerce de gros, les perspectives générales d'activité se sont de nouveau dégradées en mai. Toutefois, l'opinion sur les ventes du commerce de biens d'équipement se maintient, en ligne avec un investissement des entreprises en produits manufacturés attendu en légère croissance (cf. fiche « Investissement des entreprises »).

Retour à la normale pour l'énergie, ralentissement dans les transports et statu quo pour l'agroalimentaire

La production énergétique a reculé au premier trimestre de 2008 (-0,3 %), en raison de la clémence du climat en janvier et février. Par contrecoup, elle rebondirait au deuxième trimestre (+0,6 %). Au second semestre, nous retenons l'hypothèse d'un retour à la tendance de ces dernières années (+0,2 %), sous l'hypothèse d'une météorologie normale.

La production de la branche transports a accéléré au premier trimestre de 2008 (+0,7 %, après +0,2 % au quatrième trimestre de 2007). Cette accélération est en grande partie imputable au retour à la normale après les grèves de l'automne

3 - Activité prévue dans la construction

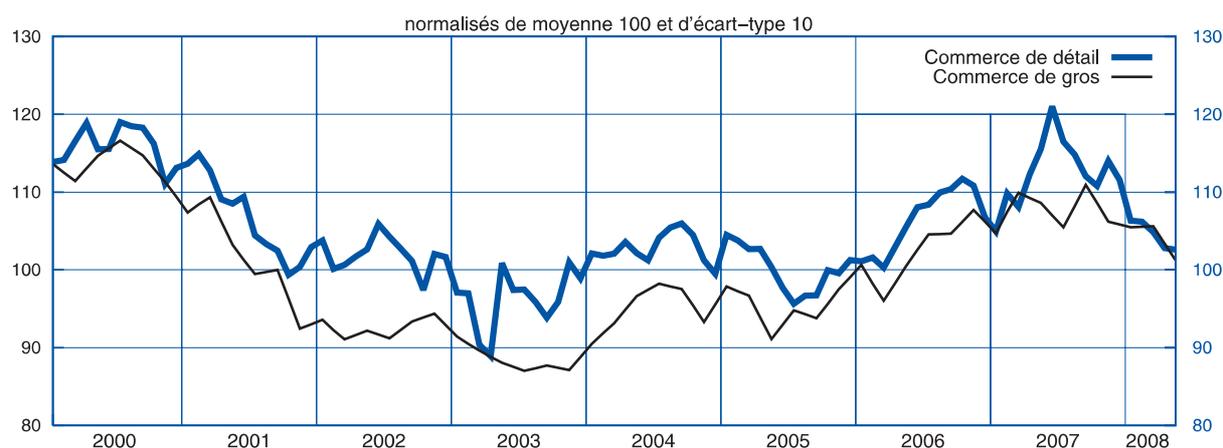


Source : Insee

dans les transports publics. D'ici la fin de l'année, la production de transports ralentirait progressivement, en lien avec le reste de l'économie. Les branches agricole et agroalimentaire confirmeraient quant à elles en 2008 leur précédente croissance

(+0,8 % en moyenne annuelle, après +0,7 % en 2007, et -0,4 % en 2006). En particulier, les surfaces cultivées en céréales ont légèrement augmenté en 2007 et cette hausse devrait se poursuivre en 2008. ■

4 - Climat des affaires dans le commerce



Source : Insee

Éclairage - Un nouvel indicateur synthétique du climat des affaires dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile

Sur le modèle des autres secteurs, un indicateur du climat des affaires a été développé dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile. Cet indicateur résume l'opinion des chefs d'entreprise sur la conjoncture du secteur : plus la valeur est élevée, plus le jugement des entrepreneurs est favorable. Il constitue un bon indicateur de l'évolution de la production du commerce en France.

Synthétiser les soldes d'enquête

L'indicateur du climat des affaires a été construit à partir de l'enquête de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile. Cette enquête collecte notamment des informations sur les perspectives générales d'activité, les ventes passées et prévues, les stocks, les intentions de commandes et les effectifs passés et prévus. Pour la plupart qualitatives et trimodales (réponses possibles : « en hausse », « stable » ou « en baisse »), les réponses sont ensuite synthétisées sous forme de soldes d'opinion (écart entre le pourcentage de réponses « en hausse » et le

pourcentage de réponses « en baisse »). Les soldes sont ensuite corrigés des variations saisonnières (CVS). L'enquête, bimestrielle depuis 1964, est devenue mensuelle fin 1990. Les informations sont recueillies directement auprès de 3 750 chefs d'entreprise du secteur, et permettent ainsi de disposer rapidement d'indicateurs fiables pour l'analyse et la prévision de court terme.

Construit sur la base des quatre principaux soldes d'opinion de l'enquête, l'indicateur synthétique du climat des affaires retrace l'évolution commune à ces soldes, ce qui permet une lecture synthétique plus aisée de l'enquête. Les soldes retenus sont ceux relatifs :

- aux perspectives générales d'activité ;
- aux intentions de commandes ;
- aux effectifs prévus ;
- aux ventes passées.

Un outil de suivi de la conjoncture dans le commerce

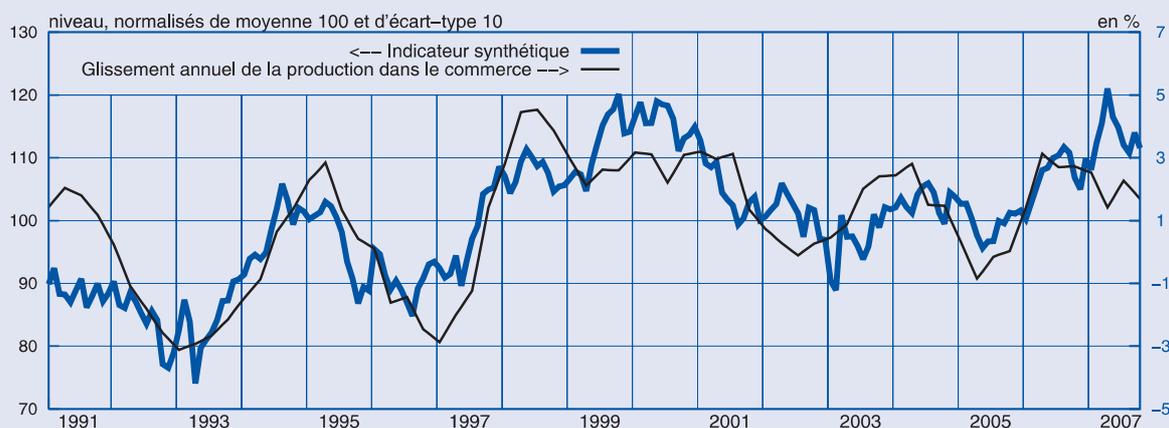
Cet indicateur traduit l'état de la conjoncture dans le commerce (cf. graphique 1). Il reflète bien les évolutions de la production dans le commerce et les cycles conjoncturels du secteur tels qu'ils apparaissent dans les comptes :

- les creux de 1993 (correspondant à la récession économique générale) et de 1997 (creux de croissance après le fort rebond de 1995), le « trou d'air » de 1998, ainsi que le creux de 2002 (après l'éclatement de la bulle internet) apparaissent sensiblement au même moment sur l'indicateur synthétique et dans les comptes nationaux;

- de même, l'indicateur signale bien les pics de 1995, de 2000 et de fin 2002 ainsi que le retour de la croissance dans le commerce à partir de juillet 2005.

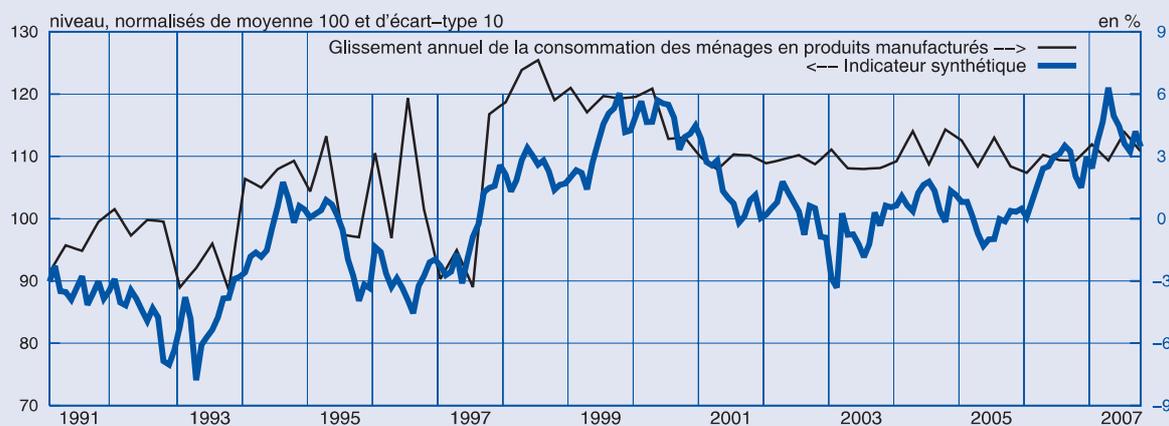
Le nouvel indicateur synthétique peut contribuer quantitativement au diagnostic conjoncturel, notamment pour prévoir la croissance de la consommation des ménages en produits manufacturés. La corrélation est visible sur le graphique 2 et l'apport du climat des affaires dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile pour prévoir la consommation est confirmé économétriquement. ■

1 - Indicateur synthétique et production dans le commerce



Source : Insee

2 - Indicateur synthétique et consommation des ménages



Source : Insee